



AFRIQUE/BURUNDI - Appel de la Conférence épiscopale à « la sagesse et à la concertation » en vue de la révision de la Constitution

Bujumbura (Agence Fides) – Les Evêques du Burundi recommandent aux forces politiques « la sagesse » et la concertation en ce qui concerne le débat portant sur la révision de la Constitution, citant un proverbe local selon lequel « Mieux vaut un long chemin qui aboutit à destination plutôt qu'un raccourci qui finit dans une impasse ». « Au temps où nous sommes, une Constitution qui serait adoptée sans dialogue ni consensus risquerait de compromettre notre processus de paix et de réconciliation » affirme le communiqué publié au terme de la session ordinaire de la Conférence épiscopale du Burundi, dédié en grande partie au débat constitutionnel en cours. La Constitution actuelle est basée sur les Accords d'Arusha, qui ont mis fin à une décennie de guerre civile et ont introduit le principe des quotas ethniques dans la répartition des pouvoirs.

« Ces dispositions et d'autres semblables sont toujours nécessaires – écrivent les Evêques – car les problèmes auxquels elles apportent des solutions tels que la monopolisation du pouvoir par un groupe, l'exclusion des autres à base des partis politiques ou des ethnies, le respect des mandats politiques, sont loin d'être complètement résolus ».

« Pour ce qui est de la modification de la constitution, au regard du climat politique actuel surchauffé qui ne favorise pas un dialogue serein sur des questions importantes et sensibles, nous estimons qu'il est sage de ne réviser que les seules dispositions dont le changement s'avère nécessaire pour permettre l'amélioration de la Loi électorale et l'entrée du pays dans la Communauté de l'Afrique de l'Est ». (L.M.) (Agence Fides 11/12/2013)